

CHECK AGAINST DELIVERY
SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

**.. Canadian Statement to the
World Summit on the Information Society**

delivered by

**the Honourable Sergio Marchi
Canadian Ambassador to
the Office of the United Nations in Geneva and the World Trade Organization**

Geneva, December 12, 2003

**Déclaration canadienne prononcée lors du Sommet mondial sur
la société de l'information**

par

**l'honorable Sergio Marchi
Ambassadeur du Canada auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
et de l'Organisation Mondiale du Commerce**

Genève, le 12 décembre 2003

CANADA

DÉCLARATION CANADIENNE PRONONCÉE AU
SOMMET MONDIAL SUR LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION

Excellences, distingués délégués, Mesdames et Messieurs - c'est un privilège pour moi de vous adresser la parole aujourd'hui au nom du gouvernement et du peuple canadiens.

Comme vous le savez peut-être, M. Jean Chrétien, premier ministre depuis 10 ans, prend sa retraite cette semaine. Deux de ses grandes priorités ont été de transformer le Canada en une société de l'information et d'aider la communauté internationale à combler le fossé entre pays développés et en développement. Il a lancé un processus qui va faire doubler l'aide internationale du Canada d'ici la fin de la décennie. Son engagement en faveur de l'Afrique est bien connu.

Son successeur, M. Paul Martin, est aussi reconnu pour son action au bénéfice des pays en développement. Il est président fondateur du G-20 et coprésident de la Commission des Nations Unies pour le secteur privé et le développement.

Pour bâtir une société de l'information, le Canada a cherché de nouveaux moyens d'utiliser les technologies de l'information et des communications (TIC) de manière à favoriser le développement économique et social grâce à la coopération des pouvoirs publics, du secteur privé et de la société civile.

Aujourd'hui, le Canada est un des pays les plus branchés du monde. Nous sommes les chefs de file mondiaux en ce qui concerne la connexion des écoles, des collectivités et des gouvernements, que nous réalisons dans toutes les parties de notre vaste territoire. Bien que nous soyons un des pays les plus avancés dans la connectivité à large bande, nous avons promis de veiller à ce que les services à haute vitesse soient disponibles dans toutes les localités canadiennes, y compris dans nos régions éloignées et dans le Nord. Nous sommes aussi des chefs de file en ce qui concerne le contenu, le cybergouvernement, les écoles virtuelles, le commerce électronique, etc. En ce qui concerne le contenu, la contribution canadienne se fait en anglais, en français et dans les langues autochtones. Cette expérience démontre qu'une société peut utiliser la technologie pour favoriser la diversité culturelle.

J'encourage tous les délégués à visiter le pavillon du Canada dans la salle n°4. Vous y découvrirez des démonstrations d'applications très diverses de la technologie, qui vont de l'enrichissement culturel à la médecine de pointe. Vous y verrez des exemples inspirants des usages que font des TIC les Premières Nations, les Inuit et les Métis du Canada pour mieux préserver leurs savoirs et leurs cultures traditionnels tout en tirant pleinement parti des possibilités économiques et sociales du monde moderne.

Le 10 décembre, le Canada a eu le plaisir de coprésider la remise des prix du Sommet mondial, qui signalent la créativité et l'excellence en matière de contenu virtuel. À notre pavillon, vous pouvez voir des exemples de l'ingéniosité canadienne dans les huit catégories de prix, qui mettent tous en relief notre approche bilingue et multiculturelle et dont cinq des huit lauréats sont des femmes.

Sur le plan international, nous sommes fiers des contributions que nous avons apportées à l'exploitation des TIC pour le développement, par l'intermédiaire du G8, des Nations Unies et de leurs institutions spécialisées, et dans le cadre du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). Je voudrais aussi souligner le travail de pionnier accompli par le Centre de recherches pour le développement international du Canada de concert avec des chercheurs du Sud."

Au dernier Sommet des Amériques, le Canada a promis un don de 20 millions de dollars à l'Institut pour la connectivité dans les Amériques. Et à la conférence du G8, qui s'est tenue à Kananaskis, en Alberta, nous avons promis des contributions de 35 millions de dollars à des initiatives en TIC en Afrique qui mettent l'accent sur les politiques, la connectivité et le soutien des entreprises.

A cet égard, je suis heureux de noter que le Canada va appuyer la création d'un Réseau mondial de ressources en cyberpolitiques (ePol-NET), qui va aider des pays d'Afrique à définir et à mettre en œuvre des stratégies et des politiques grâce auxquelles ils pourront utiliser les TIC pour améliorer leur gouvernance, promouvoir leur croissance économique et améliorer leurs services publics d'éducation, de santé, etc. Pour ce faire, il va employer les énergies créatrices d'experts du monde entier à la résolution de problèmes pratiques des pays en développement.

Beaucoup d'entre nous pourrions relater des expériences semblables, où nous avons réussi à bâtir des sociétés de l'information, où nous avons entrepris de combler le fossé numérique mondial. Malgré ces succès, notre tâche est à peine commencée.

Le fossé persiste entre pays développés et en développement pour ce qui est de l'accès à la technologie, à l'information et à la connaissance. Dans certaines régions, il s'élargit. Tant que ce fossé persistera, la société mondiale de l'information ne sera pas ce que nous voulons qu'elle soit.

Les succès que connaît le Canada dans l'édification de la société de l'information sont en partie dus au fait que son gouvernement demeure à l'écoute des citoyens. Avant ce sommet, la Commission canadienne pour l'UNESCO a tenu plusieurs séances de consultation à l'échelle du pays pour mieux saisir les besoins de groupes trop souvent négligés.

Le Canada envisage une société mondiale de l'information qui inclue tous les peuples, de toutes les parties du monde. Il ne faut pas que ce soit un club de riches. Elle devra inclure ceux qui sont maintenant exclus parce qu'ils sont pauvres. Elle ne doit pas non plus être un club d'hommes d'âge mûr. Elle devra inclure les jeunes, les femmes, les populations autochtones, les minorités, les défavorisés et les marginaux - de tous les pays, quel que soit leur niveau de développement. A cet égard, Kiki Nordstöm, représentant de la société civile de l'Union Mondiale des Aveugles, nous a bien rappelé dans son intervention éloquentة lors de l'ouverture, que de nombreux défis concernant les questions d'accès doivent être surmontés avant que la société d'information ne soit véritablement ouverte à tous.

Le Canada reconnaît également l'importance d'inclure les jeunes comme partie prenante à la société de l'information. Nous avons supporté la participation des jeunes à ce sommet par le biais du caucus jeunesse et via des campagnes sur la société de l'information au niveau national dans plus de 30 pays.

Nous voulons que la société mondiale de l'information soit basée sur le respect universel des droits humains et des libertés fondamentales. Parmi celles-ci, les libertés d'opinion et d'expression sont absolument fondamentales. Elles sous-tendent la création, la communication et l'application de l'information et des connaissances. Pour nous, les médias jouent un rôle vital dans la société de l'information. Nous sommes convaincus que les contenus produits par une presse indépendante et par le monde de l'éducation sont essentiels pour le développement et pour la croissance économique et intellectuelle qui caractérise les sociétés du savoir. Nous promovons vigoureusement les valeurs fondamentales que sont la liberté d'expression, le pluralisme et la diversité culturelle et supportons le multilinguisme dans le cyberspace.

La société mondiale de l'information doit mettre les TIC au service du développement durable dans le monde, en commençant par réaliser les objectifs de développement du millénaire. Au sein de la UNICT Task Force, le Canada coordonne le développement d'indicateurs plus précis, dans un cadre élargi visant à mieux mesurer, surveiller et réduire la fracture numérique.

Ce sont des buts ambitieux. Pour les atteindre, il faudra des niveaux sans précédent d'engagement, d'imagination et de partenariat entre les gouvernements nationaux, le secteur privé, la société civile et les organisations internationales.

Je suis fier de confirmer que le Canada entend jouer pleinement son rôle dans cette aventure historique qui commence ici à Genève, durant la première phase de ce sommet, et se poursuivra durant les préparatifs de la seconde phase qui aura lieu à Tunis en 2005.

Engageons-nous tous à collaborer pour atteindre le noble but qu'est l'instauration d'une société de l'information ouverte à tous, d'un village planétaire au service de la liberté et de l'opportunité pour tous et toutes.

Merci.